

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Paramilitaires-ont-avoue-plusieurs-milliers-de-crimes-en-Colombie>

Paramilitaires ont avoué plusieurs milliers de crimes en Colombie

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mardi 12 février 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

Bogota, Le lundi 11 février 2008

Les paramilitaires colombiens ont reconnu 4800 des 9000 crimes qui leur sont imputés à fin de bénéficier des conditions de la loi « Justice et Paix » qui limite au maximum à 8 ans les peines de prison infligées en cas d'aveux, selon un bilan communiqué lundi par le parquet.

Ces membres des milices d'extrême droite, formées il y a trente ans par les grands propriétaires terriens pour se défendre des mouvements de guérilla, ont ainsi reconnu près de la moitié des crimes qui leur sont imputés par la 'Commission Nationale de Réparation'.

Baptisées "Autodéfenses Unies de Colombie" (AUC), ces groupes paramilitaires semblables à des milices d'extrême-droite ont été formés il y a trente ans par les grands propriétaires terriens pour se défendre des mouvements de guérilla. étroitement liés à certains responsables politiques [proches d'Uribe], ils ont commis des massacres de civils, ainsi que des meurtres ciblés d'élus ou de syndicalistes.

Un de leurs chefs, Ever Veloza, a avoué avoir commandité près de 1.200 crimes à lui seul dans les régions productrices de banane, où des entreprises sont accusées d'avoir financé les milices.

Le processus de paix entre le gouvernement et les paramilitaires des AUC, s'est achevé en avril 2006 avec la démobilisation de quelque 30.000 combattants, selon des chiffres officiels.

Environ 6000 « paras », dont 60 de leurs plus hauts dirigeants, sont ou seront jugés dans le cadre de la loi « Justice et paix » qui limite au maximum à 8 ans les peines de prison infligées en cas de confessions.

L'impunité relative accordée aux chefs paramilitaires accusés de massacres de milliers de civils ces vingt dernières années en Colombie sont régulièrement mis en cause par des organisations de défense des droits de l'Homme et par des agences des Nations unies.